

"Jacques Santer, président minimum" dans Libération (17 mars 1999)

Légende: Le 17 mars 1999, commentant la démission collective de la Commission européenne présidée par Jacques Santer, le quotidien français Libération dresse le bilan de l'action menée à Bruxelles par l'ancien Premier ministre luxembourgeois.

Source: Libération. 17.03.1999. Paris. "Jacques Santer, président minimum", auteur:Dubois, Nathalie.

Copyright: (c) Libération

URL:

http://www.cvce.eu/obj/jacques_santer_president_minimum_dans_liberation_17_mars_1999-fr-91892b7c-7ba6-4606-be70-c852077108fc.html



Date de dernière mise à jour: 02/03/2016

Jacques Santer, président minimum

Nommé en 1995, ce gestionnaire sans charisme n'a pas su réformer à temps.

Nommons à Bruxelles « un poids lourd du monde politique qui ait de l'autorité », a lancé hier le Premier ministre britannique, Tony Blair, devant la Chambre des communes, « les postes de première importance doivent être attribués à des personnalités de premier plan ». Pour qui ne s'en souvient pas, c'est à son prédécesseur John Major que la Commission a dû le « poids plume » qui s'est assis, début 1995, dans le fauteuil laissé par Jacques Delors. A l'époque, les conservateurs au pouvoir à Londres avaient mis un veto catégorique au Belge Jean-Luc Dehaene, soutenu par Paris et Bonn, mais considéré comme un dangereux fédéraliste. Contraints et forcés, les Douze avaient donc intronisé un « anti-Delors ». Après onze années comme Premier ministre du petit duché de Luxembourg, le chrétien-social arrive début 1995 à Bruxelles avec l'image peu flatteuse du « plus petit dénominateur commun », choisi par défaut. « L'Europe s'enterre », titre *Libération*.

Fade, gestionnaire, sans idées, ni charisme, ni autorité, Santer est là pour faire tourner l'intendance. Au lieu de grandes envolées visionnaires sur le destin de l'Europe, le nouveau président de la Commission est assez modeste pour réduire son programme à « faire bien, mais mieux ». « Il ne faut pas se nourrir de rêves, mais travailler sur les chantiers ouverts », déclara-t-il dans son discours d'investiture devant un Parlement européen qui, à reculons, lui accorde une squelettique majorité.

A bientôt 62 ans, son bilan à la tête de la Commission reste surtout marqué par le succès incontestable du passage à l'euro, au début de cette année, ainsi que par le lancement de nouvelles négociations pour l'élargissement de l'Union aux pays de l'Est. C'est également sous sa présidence que le traité d'Amsterdam a été signé en 1997. Cette même année, il présentait l'Agenda 2000, énorme projet de réforme du financement de l'Union européenne et de ses politiques d'aides agricoles et régionales, qui a servi de plate-forme aux négociations budgétaires en cours entre les Quinze.

Son sens du compromis fera merveille, en 1995, quand il réussira à désamorcer la crise déclenchée en Europe par la reprise des essais nucléaires français. Dès son arrivée à Bruxelles, il s'attaque à réformer le fonctionnement de la Commission, entame un programme de lutte contre la corruption et la fraude au budget communautaire. Mais il ne va pas assez vite, ni assez loin, et se trouve vite débordé par les affaires, que relaient les médias. Ainsi, c'est seulement quatre ans après son entrée en fonctions, et après avoir échappé de justesse à une motion de censure du Parlement européen en janvier dernier, qu'il promulgue enfin un code de bonne conduite des commissaires.

« Choqué » par la dureté des conclusions du rapport des sages, écœuré de voir « quatre ans de travail ramenés à six cas d'irrégularités, dont quatre remontent à avant 1995 », Santer paie en partie les dérives et les carences de l'appareil bruxellois amorcées par la précédente équipe. S'il avait pu nourrir, un temps, l'espoir d'être reconduit à son poste, profitant éventuellement une seconde fois de l'absence de consensus sur une solution de remplacement, son étiquette de centre droit est désormais déplacée dans une Europe devenue « rose », et la médiatisation des affaires lui a définitivement ôté toute illusion sur son avenir à Bruxelles. Le nouveau portrait-robot qui a désormais la faveur des capitales est celle d'un président fort, un « anti-Santer » pour remplacer l'« anti-Delors »...

NATHALIE DUBOIS